

Genève & région

Près de 300 chats exposés ce week-end à la Praille

Page 18

Lancy et Carouge ne veulent pas d'élus suppléants

Page 19



STEEVE IJUNCKER-GOMEZ

Double vitrage

Il manque un demi-milliard à l'Etat pour isoler ses fenêtres

Le Canton n'arrivera pas à respecter les délais qu'il a lui-même fixés à l'ensemble des propriétaires. Par manque de moyens

Christian Bernet

Montrer l'exemple. Le Canton sera bien en peine de le faire en matière d'isolation des fenêtres. Lui qui a obligé tous les propriétaires à installer des doubles vitrages ne sera pas en mesure de respecter la loi sur les constructions pour son propre parc immobilier. «Nous estimons qu'il nous faudrait 550 millions de francs pour nous mettre en conformité, indique René Duvillard, directeur général de l'Office des bâtiments (OBA). De l'argent que nous n'avons pas.»

Cela fait plus de vingt ans que les anciens bâtiments doivent se mettre aux normes. Récemment, l'Etat a imposé un ultimatum: le 31 janvier de cette année. Certes, beaucoup de propriétaires n'arriveront pas à respecter ce délai. Mais ils doivent au moins avoir entrepris les démarches pour réaliser les travaux et demander une prolongation à l'Etat.

L'Office des bâtiments a rempli ces papiers et déposé une planification. Mais il est incapable de dire quand il aura terminé. Et pour cause: la tâche est immense. «Sur les 891 immeubles concernés par la loi, 75% ne sont pas aux normes», constate René Duvillard. Parmi ceux-ci, un tiers sont des bâtiments à valeur patrimoniale, situés notamment en Vieille-Ville.

L'argent manque et l'OBA doit faire des choix drastiques. En



Un tiers des bâtiments qui ne sont pas aux normes sont des immeubles à valeur patrimoniale, situés notamment en Vieille-Ville. O. VOGELSANG

tout, pour ces cinq prochaines années, il dispose de 240 millions de francs pour les rénovations. Certaines écoles, dans un état vétuste, réclament des travaux de toute urgence. La rénovation des Collèges de Budé et de Rousseau est notamment au programme.

Ces chantiers seront l'occasion de poser du double vitrage. «Mais, parfois, il est plus efficace de refaire la toiture», relève le patron de l'office. Ce dernier souligne

aussi l'état du parc immobilier. «Nous avons fait de gros efforts. En dix ans, nous avons réduit les besoins thermiques de nos bâtiments de 14%. La consommation électrique de 9% et celle en eau de 42%.» L'état global du parc serait meilleur que la moyenne.

Pas de passe-droit

Est-ce une manière de relativiser l'urgence? Entre l'OBA, qui gère les immeubles, et l'Office de

l'énergie (OCEN), chargé de l'application de la loi, les discussions ont été vives ces derniers mois. Pour Olivier Epely, directeur à l'OCEN, il n'est pas question de transiger sur le double vitrage au motif que d'autres mesures seraient tout aussi performantes. Il s'étonne d'ailleurs du chiffre de 550 millions, qui lui semble élevé.

Il décerne toutefois une bonne note à l'OBA. «L'Office a entrepris un gros travail d'inventaire de son

parc et nous a proposé une planification avec un calendrier. Il est vrai qu'il lui est difficile d'intégrer cette exigence légale alors qu'il doit faire face à de gros travaux, comme le désamiantage ou les mises aux normes de sécurité. Mais le Grand Conseil pourrait octroyer des crédits supplémentaires pour le double vitrage.»

Encore faut-il que le gouvernement en fasse la demande. Or, ce n'est pas au programme, comme

le confirme le conseiller d'Etat Serge Dal Busco, responsable des Finances et des bâtiments. «Nous n'avons pas les moyens d'aller au-delà de notre plan décennal des investissements.»

Il assure toutefois que «l'Etat doit être traité comme les privés, sans passe-droit». Il défend lui aussi une approche globale des bâtiments. «Nous n'allons pas poser du

«Sur les 891 immeubles concernés par la loi, 75% ne sont pas aux normes»

René Duvillard Directeur général de l'Office des bâtiments (OBA)

double vitrage dans des immeubles vétustes si nous n'avons pas les moyens d'en isoler les façades.»

L'Etat avancera donc «en fonction de ses moyens» et il est incapable de dire dans combien de temps il aura mis ses bâtiments en conformité.

Sauver le climat?

On estime que l'assainissement des fenêtres permet une économie de 15% pour le chauffage du bâtiment. Ce n'est pas négligeable si l'on sait que le parc immobilier consomme la moitié des besoins en énergie du canton (chauffage et eau chaude) et produit deux tiers des émissions de CO₂.

En novembre, en pleine conférence sur le climat à Paris, le Conseil d'Etat a annoncé un plan ambitieux de réduction des gaz à effet de serre. Pour cela, il a dit vouloir réduire la consommation de chauffage de 30%. A l'évidence, il n'a pas les moyens de ses ambitions.

Les deux Syriens arrêtés à Genève sont libres

Le Ministère public de la Confédération annonce que les soupçons de lien avec le terrorisme pesant sur ces deux hommes sont levés

Arrêtés le 11 décembre à Genève, deux Syriens soupçonnés d'avoir transporté des explosifs ont été remis en liberté. Le Ministère public de la Confédération (MPC) n'a pas pu confirmer cette suspicion, ni leur implication dans des activités terroristes.

En détention préventive depuis le 11 décembre, alors que Genève était plongée dans un état d'alerte terroriste de niveau trois sur cinq,

les deux hommes avaient été interpellés sur la route de Thonon. Victimes d'une crevaillon, ils avaient attiré l'attention de la police. Et des traces d'explosifs avaient été relevées dans leur véhicule.

Le Tribunal des mesures de contrainte de Genève avait prolongé leur détention de trois mois sur requête du MPC. Mais, les investigations, menées par les autorités suisses et genevoises, en collaboration avec la police fédérale, n'ont pas permis d'accréditer la thèse terroriste. Sitôt libérés, l'un d'eux a été replacé en détention en vue de son expulsion et le second a «quitté la Suisse», sans autre précision. **I. J.-H.**

Le défilé des cyclistes se fait cueillir par la police

Des participants à la Critical Mass ont été amendés parce qu'ils roulaient sans phares. La Jeunesse socialiste genevoise réagit

Premier défilé des cyclistes de l'année 2016, vendredi, dans les rues de Genève. On avait presque oublié ce rassemblement mensuel et itinérant. La Jeunesse socialiste genevoise (JSG) nous l'a rappelé, samedi, dans un communiqué dénonçant «l'embuscade grotesque de la maréchaussée». On y lit que «la police a tendu un guet-apens perfide aux participants. Des agents, embusqués aux extrémités

du pont des Bergues ont piégé les cyclistes réunis sur l'île Rousseau et procédé à des arrestations pour des raisons les plus ineptes, notamment l'absence de phares». Le coprésident de la JSG, Tristan Pun, déplore cette «répression gratuite contre une action pacifique, conviviale et devenue coutumière à Genève». Le porte-parole de la police genevoise, Silvain Guillaume-Gentil, dément les «arrestations», mais confirme des contrôles «afin de s'assurer que les engins étaient conformes aux règles de la sécurité routière. Quinze d'entre eux ont reçu une amende d'ordre car ils pédalaient sans éclairage».

Thierry Mertenat

PUBLICITÉ

Geneux Dancet

TOITURES - ETANCHEITE

Tél. 022 989 11 12
Fax 022 989 11 60
www.geneuxdancet.ch

